

L'Humanité



Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi
30 septembre 1976

No 536

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57962

NI PLAN BARRE, NI PROGRAMME COMMUN !

Déclaration du Bureau politique du PCMLF

Le plan Barre qui vient d'être décidé se présente faussement comme un plan de lutte contre l'inflation. Celle-ci est en effet une caractéristique inévitable du système capitaliste et en particulier de l'impérialisme, du capitalisme monopoliste d'État : les monopoles utilisent l'inflation dans leur course effrénée aux surprofits.

Le nouveau plan de la bourgeoisie monopoliste est d'ailleurs le cinquième depuis 1958, sans que jamais aucun n'ait abouti à réduire la hausse des prix. Bien au contraire, l'inflation n'a fait que s'accroître en liaison avec l'approfondissement de la crise générale et mondiale du capitalisme. D'ailleurs l'augmentation des prix a atteint ces trois dernières années des taux-record de l'ordre de 15 %.

Le plan Barre est donc de la poudre aux yeux, l'inflation ne sera pas jugulée, même si pour donner le change l'indice de l'INSEE augmente moins rapidement dans les prochains mois par l'utilisation de quelque nouveau trucage de l'indice.

Ce plan est démagogique : il représente la nouvelle tactique électorale de la clique bourgeoise au pouvoir pour essayer de remporter les prochaines municipales et législatives sur l'autre clique bourgeoise représentée par les partis signataires du Programme commun : chacune veut essayer de prouver qu'elle la meilleure gestionnaire du système capitaliste, qu'elle peut seule sortir de la crise.

Or sans renversement du système capitaliste, sans dictature du prolétariat il est impossible d'empêcher les capitalistes de profiter de la crise pour s'enrichir sur le dos du peuple. A-t-on jamais vu un gouvernement bourgeois exercer la dictature sur la bourgeoisie ? A-t-on ja-

mais vu un gouvernement bourgeois faire échec aux profits camouflés, aux augmentations cachées et autres combines ? Si les mas-

ses populaires elles-mêmes n'exercent pas directement leur contrôle et n'imposent pas elles-mêmes leur volonté, il est impossible d'empê-

cher les capitalistes de recourir à tous les moyens pour augmenter leurs profits.

(Suite p. 3)

Liban : nouvelle offensive syrienne

Mardi matin : les troupes syriennes ont déclenché une grande offensive contre les positions tenues par les Palestiniens dans la montagne à 30 km au nord-est de Beyrouth : l'aviation est même intervenue pour bombarder la seule voie de ravitaillement des forces palestiniennes.

A la suite de cette offensive, Yasser Arafat président du comité exécutif de l'OLP a lancé un appel à plusieurs chefs d'État arabes pour qu'ils interviennent rapidement. Yasser Arafat s'est adressé à Anouar el Sadate, chef de l'État égyptien, à Houari Boumedienne, chef de l'État algérien, et à Mouammar Khadafi. Yasser Arafat a, par ailleurs, envoyé un message urgent à l'ensemble des rois et chefs d'État arabes relatant l'atta-

que syrienne et leur demandant de faire tout ce qui leur est possible pour arrêter ce nouveau massacre. Le président de l'OLP a souligné que l'attaque lancée par les forces syriennes s'est accompagnée de l'entrée au Liban de nouvelles troupes syriennes ce qui signifie le déclenchement d'une opération militaire générale contre les forces et le peuple palestiniens. Yasser Arafat conclut son message ainsi :

« J'invite tous les rois et chefs d'État arabes à intervenir immédiatement pour arrêter cette grave opération aux objectifs multiples et qui tend à frapper la révolution palestinienne et les peuples palestinien et libanais ».

L'offensive syrienne a été déclenchée alors que des négociations tri-partites

s'annonçaient : on sait que jusqu'à présent toutes les négociations ont échoué en raison de positions inconciliables sur le retrait des forces. Les Syriens exigeaient le retrait préalable à tout cessez-le-feu des forces palestiniennes qui occupent des positions dans la montagne libanaise tandis que l'OLP réclame un accord global préalable.

Mardi soir des contacts ont eu lieu à Beyrouth et à Damas entre Palestiniens et Syriens. Les contacts ont porté sur la recherche d'une solution globale.

Une telle solution est urgente car seuls les ennemis des peuples arabes et palestinien profitent de l'actuelle situation : ce sont l'État sioniste et les deux superpuissances en premier lieu.

DES MILLIERS DE PERSONNES AUX OBSEQUES DES BERGERS ASSASSINES PAR LA LEGION

Plusieurs milliers de personnes ont assisté, dans l'après-midi de mardi, aux obsèques des frères Ruggieri, assassinés par un légionnaire.

Lors de la levée des corps qui a eu lieu à Corte, toute activité avait cessé dans la ville en signe de deuil. Les commerçants avaient baissé leurs rideaux tandis que les parents avaient décidé de ne pas envoyer leurs enfants à l'école.

Plusieurs centaines de voitures ont pris la route conduisant au village de Busticano où les deux bergers ont été enterrés.

Certaines personnes étaient venues à pied de plusieurs kilomètres pour assister aux obsèques. De très nombreuses gerbes de fleurs avec des inscriptions en langue corse étaient déposées au centre du village.

Mais le deuil s'accompagne aussi d'une très profonde colère contre ce nouveau crime commis par la Légion.

Mardi matin, un légionnaire avait avoué être l'auteur de ce double crime. Les deux bergers ont été tués avec un fusil de guerre et achevés à la baïonnette.

Dans la nuit de lundi à mardi, de nouvelles réactions avaient eu lieu contre ce crime. Des coups de feu avaient été tirés contre une jeep de parachutistes.

Dans la journée de mardi,

des voies se sont élevées pour prendre la défense des tueurs de la Légion.

D'abord celle du général Foureau, commandant de la Légion à Aubagne. Cet individu a eu le cynisme d'affirmer : « Malgré cette bavure, et il s'en produit partout, il ne faudrait pas oublier la part que prend la Légion dans la vie de la Corse en général et dans celle de Corte en particulier ». Ce chef de tueurs appelle « bavures » ce qui en Corse est devenu de plus en plus courant avec la présence de la Légion : assassinats, agressions, vols, vols. Telle est la part que prend la Légion dans la vie de la Corse. Et c'est pour cela que grandit l'exigence populaire de son évacuation et de sa dissolution.

Quant au ministre de la Défense, Bourges, prenant la défense de ses sous-fifres il devait déclarer que la Légion « en tant que telle n'était nullement responsable des événements qui se sont produits en Corse ».

Il veut ainsi disculper ce ramassis de tueurs, triés pour être utilisés dans les plus sales besognes contre les peuples en lutte contre l'impérialisme français et contre le peuple de France lui-même. Il ne fait que défendre ce qui est un instrument de la bourgeoisie, prête à tous les crimes contre le peuple.

MANIFESTATIONS EN CISJORDANIE

De nouvelles manifestations se sont déroulées mardi en Cisjordanie, notamment à Naplouse, Hebron et Ramallah où une grève générale a lieu. Des jeunes ont attaqué les forces d'occupation sionistes en leur jetant des pierres, en dressant des barrages sur les routes et en criant des slogans contre les occupants.

Ceci démontre une nouvelle fois que le peuple palestinien dans les territoires occupés ne cesse de lutter contre l'oppression sioniste.

Foyers Sonacotra Soutenez les ouvriers en grève

Nous avons décidé de tenir une rubrique régulière dans notre quotidien pour populariser, expliquer et aider du maximum de nos modestes moyens la grève des loyers

qui se poursuit dans plus de 20 foyers de la région parisienne. La grève des loyers dans les foyers Sonacotra doit être soutenue à plus d'un titre :

1) C'est une grève menée pour la baisse des loyers excessifs (270 F par mois pour une chambre de 4,5 m² à 7 m² et peu de commodités) par des milliers d'ouvriers immigrés qui sont parmi les plus touchés par le chômage, les mauvaises conditions de travail et la baisse du pouvoir d'achat.

2) C'est une grève qui

affronte depuis plus d'un an qu'elle dure, l'intransigeance patronale et la répression policière, 18 délégués des grévistes furent expulsés du territoire en avril au moyen de méthodes rappelant l'arbitraire judiciaire le plus scandaleux (là aussi les dossiers sont vides) et la brutalité policière des temps de la guerre d'Algérie.

(Suite p. 3)



le monde en marche

Ce que cache l'opposition soviétique à l'établissement de «zones de paix»

Au cours de toutes les récentes sessions des grandes conférences internationales, les pays non-alignés et les autres pays du tiers monde ont fait entendre leur voix avec une énergie accrue en faveur de la création de «zones de paix» dans certaines régions du monde.

A propos de l'océan Indien, le sommet des «non-alignés» de Colombo a adopté une déclaration exprimant très vigoureusement son opposition à la création de bases militaires étrangères dans l'océan Indien. Il a demandé la liquidation de toute manifestation de la présence militaire des grandes puissances dans l'océan Indien. Les pays riverains de l'océan Indien, comme tous les pays du

tiers monde veulent l'indépendance et la paix et c'est cette aspiration profonde qui s'exprime dans cette condamnation explicite de la politique hégémoniste des deux superpuissances.

L'URSS ne s'y est pas trompée : en rapportant

la déclaration de Colombo, l'agence Tass a volontairement «oublié» le passage dénonçant «la présence militaire des grandes puissances».

Ne s'est-elle pas en effet arrogée, au cours de ces dernières années, le droit d'utiliser une dizaine de ports et de bases dans l'océan Indien ? Elle y a construit une série de bases militaires, ouvertes ou camouflées et installé une flotte militaire permanente de plus de 20 bâtiments. Le nombre de navires soviétiques qui croisent en Méditerranée atteint souvent 50 à 60, voire 90.

Selon le Kremlin, l'URSS serait «un pays socialiste» à cent pour cent. Il explique la présence de ses forces mi-

litaires partout dans le monde par le souci de «protéger les États indépendants». Les dirigeants soviétiques s'étonnent donc lourdement de la peine que se donne le tiers monde en réclamant l'établissement de ces zones de paix. La paix mondiale, suggèrent-ils avec insistance, ne serait-elle pas mieux assurée si ces pays accordaient docilement à la puissante et généreuse Union soviétique toutes les facilités militaires et portuaires qu'elle réclame, s'ils cédaient de bon gré leur souveraineté en acceptant sa protection ?

Mais, avec les pays du tiers monde intéressés, on ne peut pas ne pas se demander : est-ce dans le but de «défendre les pays indépendants» que l'URSS fait étalage de ses forces et recourt au chantage militaire en procédant fréquemment à des manœuvres militaires offensives ? Est-ce vraiment pour cela qu'elle établit des bases mi-

litaires si loin de son territoire ? Est-ce pour cela qu'elle envoie ses bâtiments de guerre dans tous les océans du monde pour violer successivement les eaux territoriales de plus de 60 pays ?

Est-ce encore dans ce but que ses avions violent sans cesse l'espace aérien, menaçant ainsi leur sécurité ?

A travers leur expérience, beaucoup de pays du tiers monde répondent maintenant catégoriquement : certainement pas ! Ils sont conscients que s'ils ouvrent leurs ports aux navires de guerre russe, l'URSS émettra des exigences plus grandes encore, s'immiscera dans leurs affaires intérieures et tentera de les placer sous son contrôle.

C'est pourquoi beaucoup d'entre eux, refusent nettement à l'URSS l'utilisation de leurs ports, la construction de bases militaires sur leur territoire et s'opposent aux actions scandaleuses de la marine soviétique en haute mer.

«La Méditerranée appartient aux Méditerranéens» est un mot d'ordre qui connaît un faveur croissante auprès des pays riverains de cette mer qui exigent que «les flottes russes et américaines rentrent chez elles».

Plusieurs pays latino-américains sont à la tête de la lutte pour défendre leurs droits maritimes sur 200 milles marins. S'ils veulent se débarrasser du contrôle de l'impérialisme américain ce n'est nullement pour tomber dans les pattes du social-impérialisme russe.

Après s'être débarrassé du contrôle d'un impérialisme, les pays qui sont sortis victorieux de leur longue lutte pour l'indépendance et la libération nationale n'accepteront pas de retomber sous la tutelle d'un autre impérialisme. L'exigence du tiers monde d'établir des zones de paix traduit parfaitement cette aspiration. Elle se réalisera à travers une lutte longue et ardue au fil de laquelle les pays et les peuples du monde entier discerneront mieux la nature hégémonique des deux superpuissances et mettront en échec tous leurs complots.

Italie

DEUX NOUVEAUX SEVESO

Les maires de deux villes, Manfredonia et Sant'Angelo dans le sud de l'Italie, ont décidé mardi soir de «suspendre toute activité» autour de la zone industrielle de Manfredonia à la suite d'une fuite de gaz d'ammoniac, et, au besoin, d'en évacuer la population.

La présence d'un nuage de gaz d'ammoniac a été décelée dimanche dernier, en même temps que l'on trouvait plusieurs animaux de basse-cour morts empoisonnés.

La «suspension de toute activité» dans la zone industrielle de Manfredonia touche les deux usines pétro-chimiques qui y sont implantées, l'«Anic» — d'où s'est échappé l'ammoniac — et la «Chimica Daunra», et entraîné la mise au chômage technique de près de 1 000 ouvriers qui y travaillent.

Quant aux personnes — qui pourraient être éventuellement évacuées —, elles sont au nombre d'une centaine, essentiellement des agriculteurs.

Les mesures prises par les maires de Manfredonia et de Sant'Angelo concernent également le bétail, qui devra désormais rester dans des locaux fermés et ne pas être nourri avec des fourrages ayant été exposés aux «effets éventuels des granulés d'arsenic».

Grande Bretagne

LA LIVRE EN CHUTE LIBRE

La journée de mardi restera sans doute dans les annales des crises monétaires. Au cours de cette journée en effet, la livre sterling a perdu 4,5 % de sa valeur. Alors qu'elle cotait encore 1,6810 dollars lundi soir, mardi elle ne cotait plus que 1,6330 dollars. Cette baisse s'est également effectuée par rapport aux autres monnaies européennes. La chute de la livre a provoqué l'inquiétude dans les milieux capitalistes européens. Ils craignent notamment que se développe en Grande-Bretagne un courant protectionniste instituant un contrôle sélectif des importations. De telles mesures auraient pour effet de limiter les exportations en direction de la Grande-Bretagne et par conséquent de renforcer la concurrence entre les différents pays capitalistes.

Espagne

UN ETUDIANT ASSASSINE

L'étudiant de Madrid Carlos Gonzales Martinez qui avait été blessé lundi lors de l'agression d'un commando fasciste, est mort des suites de ses blessures dans la journée de mardi.

Pologne

LES MANŒUVRES DU SOCIAL-FASCISME

A la suite du développement d'un vaste mouvement de solidarité avec les ouvriers emprisonnés à la suite des manifestations contre les hausses de prix de juillet dernier, les sociaux-fascistes polonais ont dû remettre en liberté sept grévistes qui avaient été condamnés à des peines allant de 3 à 5 ans de prison. Leurs peines ont été ramenées à un an de prison avec sursis et trois ans de «mise à l'épreuve».

Mais il est clair qu'il s'agit là d'une mesure destinée à apaiser l'opinion publique. En effet de très nombreuses autres condamnations avaient été prononcées par des tribunaux spéciaux lors de la révolte ouvrière.

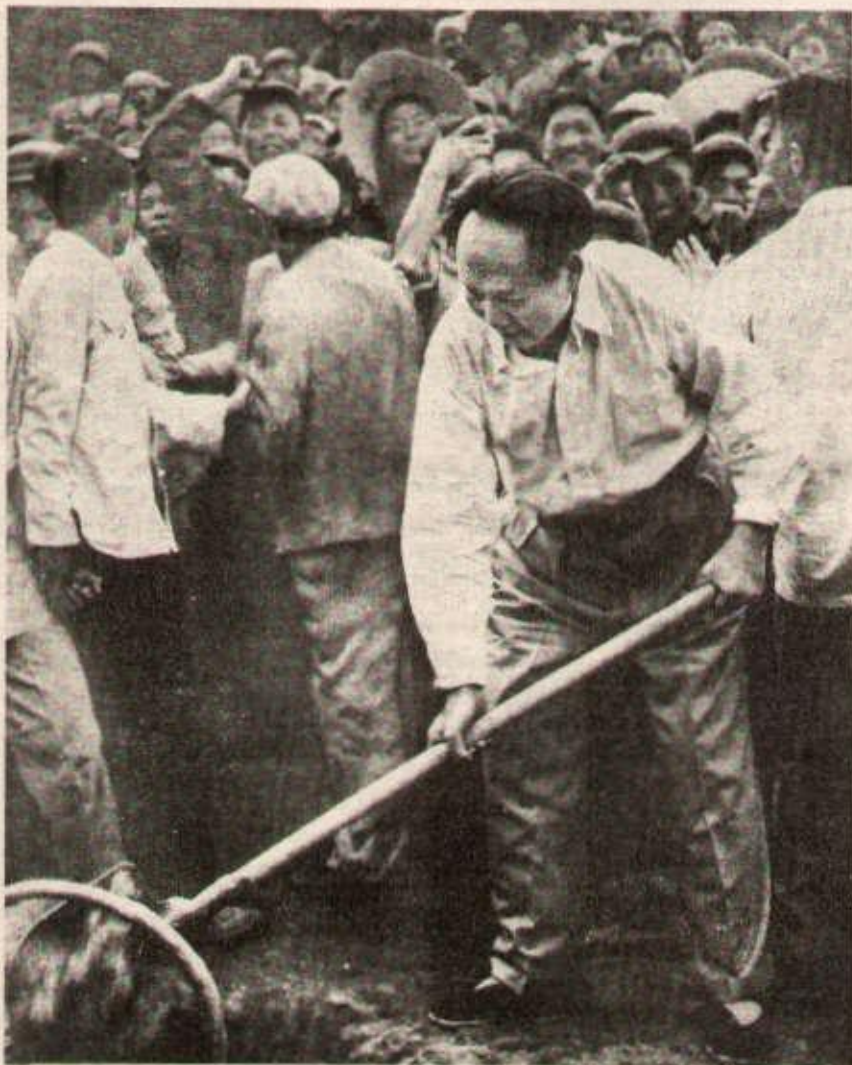
Par ailleurs, de très nombreux ouvriers ont été privés de leur travail à la suite des manifestations et sont dépourvus de subsistance.

Pendant ce temps, les problèmes économiques prennent une telle ampleur que la presse est obligée de faire état du mécontentement de la population. C'est ainsi que le rationnement a été introduit pour différents produits notamment le sucre, et que de nombreuses coupures de courant électrique ont lieu chaque jour. Le journal «Polityka» publie la lettre d'un lecteur indiquant qu'il ne peut plus aujourd'hui acheter autant de produits alimentaires qu'il y a cinq ans alors qu'il passe ses dimanches à faire la queue dans les magasins d'alimentation et que sa femme est contrainte à une double journée de travail, la seconde consistant à faire la queue dans les magasins.

D'autres lecteurs se plaignent que la Pologne exporte la viande qui est refusée à ses habitants.

Tout ceci démontre l'ampleur de la crise capitaliste qui secoue la Pologne, et le profond mécontentement populaire.

Souvenirs photographiques du président Mao



En 1958, époque du Grand Bond en avant, le président Mao participe au travail manuel sur le chantier du réservoir de Chesang (Tombeaux des Ming), aux environs de Pékin.



Foyers Sonacotra

Soutenez les ouvriers en grève

(Suite de la p. 1)

3) C'est une grève qui se poursuit et se consolide dans la lutte contre les manœuvres des dirigeants du PCF et de tous ceux qui se parent d'un masque ouvrier pour mieux trahir et saboter l'action et la prise de conscience révolutionnaire des masses.

4) C'est une grève pour la dignité et l'obtention de droits d'expression politique et d'organisation pour les travailleurs immigrés qui représentent le quart de la classe ouvrière de France.

5) C'est une grève pour l'unité de la classe ouvrière : Français et immigrés de toutes nationalités. Elle-même a surmonté l'obstacle de la division en réalisant l'unité d'action entre travailleurs de 17 nationalités différentes.

C'est autour de ces axes que nous développerons notre campagne de popularisation et de soutien. Ce que tous nos camarades et amis ont réalisé pour la libération de notre camarade Romain Le Gal, nous le réaliserons avec les masses dans les entreprises, dans les syndicats pour nos frères immigrés, pour le retour des expulsés et la baisse des loyers. A partir d'aujourd'hui nous lançons une campagne de souscription pour contribuer au financement du meeting prévu par le comité de coordination pour le samedi 23 octobre à la Mutualité.

que la souscription à prendre en main dès maintenant soit le reflet de l'élargissement du soutien de masse à la grève des loyers. Envoyez les sommes au nom du journal, à son adresse en mentionnant « souscription grève Sonacotra ». D'autre part des pétitions éditées par le comité de coordination sont disponibles à l'administration du journal. Pour les camarades parisiens ou de la banlieue ils peuvent venir les prendre directement, pour les camarades de province nous en publierons le texte demain. Ces pétitions sont à retourner le plus rapidement possible, soit directement au comité de coordination, soit par l'intermédiaire de notre journal.

Enfin du matériel d'agitation-propagande élaboré par le comité de coordination sera disponible d'ici une dizaine de jours pour préparer le meeting du 23 octobre, nous en reparlerons prochainement.

Quant à la conception du soutien à apporter, nous donnerons demain la parole au comité de coordination lui-même. Brisons le mur du silence et démasquons le complot de tous les partis bourgeois contre cette grève. C'est dans les actes que se vérifie la justesse de notre ligne politique et idéologique.

(Suite de la p. 1)

La caractéristique fondamentale du plan Barre, c'est que c'est un plan de défense du système capitaliste en crise, d'exploitation de la classe ouvrière et des masses populaires.

La crise du système capitaliste s'est profondément aggravée ces dernières années et elle a entraîné, entre autres conséquences, une réduction sensible des profits. Pour essayer de rétablir ses profits, la bourgeoisie monopoliste veut extorquer davantage de plus-value, accentuer l'exploitation de la classe ouvrière et du peuple. Les principales mesures du plan Barre visent bien ce but :

— blocage des salaires, puisque ceux-ci ne devront pas augmenter plus en 1977 que l'indice INSEE des prix. Quand on sait que celui-ci sous-estime la hausse réelle des prix des marchandises que doivent se procurer les travailleurs de 3 à 4 %, on voit quelle baisse du salaire réel devrait intervenir l'an prochain selon les vœux de la bourgeoisie monopoliste.

d'autant que les cotisations Sécurité sociale sont augmentées de plus de 1 % entraînant une aggravation de la paupérisation de la classe ouvrière.

— les impôts eux aussi sont augmentés, tant pour 1976 que pour 1977, puisque le barème de l'impôt sur le revenu ne tiendra pas compte de la hausse des prix, ce qui équivaudra à une augmentation de plus de 10 % de l'impôt.

— majoration de 15 % de l'essence et de 43 à 120 % de la vignette-auto, ce qui touche directement les travailleurs pour lesquels aujourd'hui la voiture n'est pas un luxe, mais souvent un moyen de transport indispensable.

— distribution de subventions et de facilités de crédit aux entreprises afin de faciliter l'accumulation du capital et le « redéploiement » des monopoles français dans le monde, ce qui, se fait toujours sur le dos des exploités.

— le chômage qui frappe plus de 1 500 000 travailleurs continue et continuera à se développer dans les prochains mois.

Ce nouveau plan de sauvetage du capitalisme en crise montre bien, une fois de plus, que ce qui doit être au premier plan de la lutte de la classe ouvrière et des masses populaires, c'est la dénonciation du système capitaliste lui-même, la néces-

sité de renverser la domination de la bourgeoisie et d'établir, par la révolution prolétarienne, la dictature du prolétariat.

C'est pourquoi, face à ces nouvelles mesures qui sont parmi les plus réactionnaires de ces dernières années, le Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France appelle la classe ouvrière, les petits-paysans et l'ensemble des masses populaires à développer la lutte classe contre classe, à la fois pour leurs revendications immédiates et pour la révolution prolétarienne.

Cette nouvelle attaque des intérêts du prolétariat trouve face à elle un mécontentement et une combativité croissants. C'est pour essayer de les canaliser qu'à l'initiative des dirigeants révisionnistes du faux parti communiste français la CGT, la CFDT et la FEN appellent à une journée nationale de grève le 7 octobre. Les canaliser vers le Programme commun et les prochaines échéances électorales, issue que proposent les forces révisionnistes et réformistes, mais qui n'est qu'une impasse pour les travailleurs. Car il s'agit de remplacer une clique bourgeoise par une autre en laissant intact le système capitaliste et en faisant passer l'économie française sous la dépendance du social-impérialisme russe. Cette grève du 7 octobre n'offre aucun débouché précis. Elle est dans l'esprit des dirigeants confédéraux une opération sans lendemain,

une opération politique bourgeoise dévoyant la combativité des travailleurs. Elle n'en sera pas moins l'occasion pour la classe ouvrière de manifester sa détermination de plus en plus grande de refuser de faire les frais de la crise et d'en finir avec le système capitaliste.

C'est pourquoi le Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France appelle ses militants, tous les éléments avancés du prolétariat à une participation critique à la grève du 7 octobre, dans leurs entreprises, dans le cadre de leurs sections syndicales :

— en s'appuyant sur la mobilisation et la volonté de lutte des masses.

— en recherchant avec elles, concrètement, localement, par ateliers, chantiers, bureaux les formes et mots-d'ordre d'actions appropriés.

— en dénonçant le plan Barre pour ce qu'il est : un plan de sauvegarde du capitalisme.

— en montrant bien que la cible c'est le système capitaliste lui-même, la bourgeoisie monopoliste, mais aussi l'autre clique bourgeoise de l'Union de la fausse gauche, en dénonçant le Programme commun comme un programme bourgeois.

— en développant la lutte à la fois pour la satisfaction des revendications immédiates et pour la révolution prolétarienne.

A BAS LE CAPITALISME
NI PLAN BARRE, NI
PROGRAMME COMMUN
Le 28 septembre 1976

QUAND MARCHAIS REVENDIQUE LE DROIT DE MENTIR

Le Comité central du PCF vient de tenir une réunion consacrée à la question de l'information. L'importance accordée par les dirigeants du PCF à cette question tient avant tout à une raison : l'approche des futures élections. Derrière leur prétendue défense du droit à l'information se cache en réalité une chose : renforcer leur présence dans les moyens d'information, notamment la télévision, afin de pouvoir y effectuer plus largement leur propagande et avoir des pions en place dans la perspective de leur arrivée éventuelle au pouvoir. Pour tous les partis de la bourgeoisie la question de l'information est d'une grande importance. Pour eux tous, c'est d'abord le moyen de mentir au peuple, de déverser les idées grâce auxquelles les exploités maintiennent en place le système capitaliste. C'est un moyen de domination sur le peuple. Tous les partis de la bourgeoisie parlent de « liberté de presse » mais cette liberté n'existe en réalité pleinement que pour la bourgeoisie, pour ceux qui détiennent les capitaux.

L'information est également le terrain de la rivalité entre les partis de la bourgeoisie. A l'époque de De Gaulle, la télévision était le monopole du parti gaulliste et tous les autres partis bourgeois s'en plaignaient.

Aujourd'hui, les giscardiens cherchent à leur tour à exercer leur monopole. Evidemment, si la parole est interdite au peuple, elle est néanmoins accordée aux autres partis bourgeois mais dans une moindre mesure qu'au parti dominant. L'information est un gâteau que tous ces messieurs se disputent.

Ainsi aujourd'hui les dirigeants du PCF revendiquent une plus grande part de ce gâteau. Car en dépit de tout ce qu'ils affirment, ils en ont déjà leur part. Il suffit de regarder la télévision ou d'écouter la radio pour s'en convaincre. Ils voudraient aujourd'hui entraîner les travailleurs derrière eux pour revendiquer un plus gros morceau. Sous le terme d'« information pluraliste », ils revendiquent en fait la possibilité pour eux d'intoxiquer à leur manière le peuple.

Où est l'intérêt des travailleurs là-dedans ? L'information selon les dirigeants du PCF est tout autant mensongère que celle des partis gouvernementaux. Pas plus à la télévision que dans les colonnes de « l'Humanité » vous n'avez entendu parler de l'emprisonnement de notre camarade Romain Le Gal durant cinq mois ? Ce n'est là qu'un exemple.

Les dirigeants du PCF voudraient nous faire croire qu'avec eux au

gouvernement tout le monde pourrait s'exprimer. Ils promettent à leurs confrères et concurrents bourgeois qu'ils les laisseront s'exprimer largement, afin de pouvoir obtenir d'eux dès maintenant la même chose. Mais soyons sûrs que les travailleurs seraient exclus de cette liberté et que les moyens d'information seraient utilisés contre les luttes populaires comme ils le sont déjà aujourd'hui. D'ailleurs Marchais ne vient-il pas d'en donner un exemple lors d'une conférence de presse où il s'en est pris aux travailleurs du « Parisien libéré » qu'il a accusés de recourir à « des méthodes violentes avant-gardistes minoritaires ».

On peut également être convaincu que les dirigeants du PCF ne tarderaient pas non plus à essayer de faire des moyens d'information leur monopole, en tentant d'éliminer ceux qui les gênaient. L'exemple du Portugal est instructif à ce sujet.

La bataille que mènent aujourd'hui les dirigeants du PCF est au service d'un clan bourgeois contre un autre ; elle s'inscrit dans la bataille visant à remplacer des exploités de droite par des exploités de gauche. La liberté de l'information pour le peuple ne deviendra réalité que lorsque le prolétariat sera devenu maître du pays contre les uns et les autres.

Une campagne nationale pour une main-d'œuvre bon marché

Le gouvernement va engager une campagne nationale d'information sur les « contrats emploi-formation » a annoncé mardi Gabriel Oheix, délégué à l'emploi.

De quoi s'agit-il ? Créés en 1975, les contrats emploi formation visent à permettre au patronat de se procurer une main-d'œuvre bon marché en mettant à profit le chômage qui frappe de très nombreux jeunes. Sous prétexte de leur assurer une formation, les capitalistes embauchent des jeunes qui sortent de l'école et reçoivent pour cela une subvention de 7 F de l'heure que leur verse l'État. Ces contrats peuvent être d'une durée d'un an. Un an pendant lequel les jeunes rapportent des profits au patron qui les paie deux fois rien et en plus reçoit une subvention.

Au bout d'un an, le patron peut renouveler l'opération et ainsi s'assurer d'une main-d'œuvre bon marché d'une année sur l'autre.

Ces contrats peuvent être de plus courte durée et visent alors à permettre au patronat de réaliser ce qu'il appelle « l'adaptation des jeunes à l'entreprise », c'est-à-dire les habituer aux conditions de travail de l'entreprise sans perdre un sou puisque c'est l'État qui paie. Quand le contrat est terminé, les jeunes sont fin prêts à être exploités pour rapporter le maximum de profits.

A l'heure où 300 000 jeunes arrivent sur le « marché du travail » cette campagne nationale montre la volonté du gouvernement de profiter de la situation pour fournir une main-d'œuvre à bas prix au patronat.



la France des luttes

Quand les patrons veulent justifier la dictature du grand capital

LA BOURGEOISIE PARLE DE VIOLENCE, MAIS «OUBLIE» DE PARLER DE CELLE QU'ELLE EXERCE QUOTIDIENNEMENT.

François Ceyrac, président du CNPF, a déposé devant la «commission des libertés de l'Assemblée nationale», un texte intitulé «une société de libertés». Nous avons vu dans un premier article que non seulement il voulait justifier l'exploitation capitaliste, mais qu'en plus il se livrait à une véritable apologie du patronat, le présentant même comme garant des libertés.

Dans le chapitre «Entreprendre et gérer : deux libertés fondamentales», Ceyrac écrit que le patronat «n'existe, ne se renouvelle, n'est fécond que par la liberté d'entreprendre», ce qui explique la défense acharnée de ses privilèges et qu'il veut qu'ils soient encore étendus. Aussi demande-t-il de hâter le rapprochement entre «le système éducatif et les entreprises». Ceci dans l'objectif de renforcer son encadrement de la classe ouvrière dès l'enfance, pour disposer ensuite d'une main-d'œuvre plus malléable.

Les travailleurs doivent se battre constamment pour défendre leurs acquis et en gagner d'autres. C'est une lutte continue basée sur l'évolution d'un rapport de forces. Les bourgeois de tout genre le savent bien, aussi cherchent-ils à détourner la combativité des masses exploitées vers l'individualisme, l'arrivisme. Aussi le patronat considère-t-il comme «moyens nécessaires à l'affirmation pratique de la liberté d'entreprendre» : «que soit encouragée et développée l'appropriation privée des biens et des moyens de production». Dans le même cadre vient le fond de la question, ce que les bourgeois appellent «la liberté du travail».

«LA LIBERTÉ DU TRAVAIL»

Ceyrac écrit : «Il n'est pas acceptable que dans un pays civilisé, des groupes s'arrogent, par la violence physique, l'intimidation, les pressions morales, le droit de supprimer cette liberté essentielle, de menacer la sécurité des personnes et des biens (...). Nous nous opposons et nous continuerons à nous opposer à de telles pratiques qui portent en elles le germe de l'intolérance et de la dictature. Nous avons conscience, en cela, de défendre la liberté de chaque Français et de chaque Française.»

En fait les capitalistes s'arrogent, par l'exploitation de millions d'ouvriers, par le soutien des banques,

la spéculation, d'immenses fortunes. Ils décrètent que c'est leur propriété et qu'ils peuvent en faire ce qu'ils veulent.

La violence n'est pas neutre, elle est au service d'une classe contre une autre

La violence physique, le patronat l'exerce constamment, en faisant accélérer les cadences, en ne respectant pas les mesures de sécurité indispensables, deux éléments qui sont la cause essentielle de la mort de milliers d'ouvriers chaque année ainsi que des nombreuses blessures plus ou moins graves. N'est-ce pas une violence physique ? Les patrons peuvent dire qu'il y a des «comités d'hygiène et de sécurité», mais ce n'est qu'un leurre, ils n'ont aucun pouvoir de décision. Dans ces CHS, les révisionnistes et réformistes n'entendent nullement remettre en cause ce système (ils discutent sécurité alors que la seule solution pour défendre les intérêts des travailleurs c'est de mobiliser ces derniers pour imposer la sécurité).

L'intimidation et les pressions, ils les exercent constamment par le chantage à l'emploi et aux salaires, les brimades. La seule «liberté» qu'ils permettent aux ouvriers : c'est de se laisser exploiter sans broncher et prendre à la duperie des négociations entre patronat et directions syndicales, ces dernières étant souvent conciliantes. Le prolétariat n'utilise pas la violence pour la violence mais pour défendre ses intérêts de classe. Ainsi lorsque Ceyrac prétend défendre la liberté de chaque Français(e), outre le mépris pour les 3 millions d'immigrés, il «oublie» qu'en système capitaliste, le prolétaire n'a même pas droit à un travail assuré (il peut être jeté à la rue et rejoindre les centaines de milliers de chômeurs existant déjà). Et comme le patronat et l'État capitaliste font la sourde oreille, les prolétaires sont amenés à

C'est évidemment sur cette base de défense du système capitaliste qu'il demande le renforcement de la défense de la propriété capitaliste qui — d'après lui — est remise en cause par un grand nombre d'ouvriers qui refusent de collaborer avec le système et opposent à la violence de la bourgeoisie la juste violence de la classe ouvrière.

utiliser tous les moyens pour leur faire entendre raison. Si l'usine est occupée, le patron fait appel aux flics de l'État bourgeois pour préserver ses privilèges par la violence.

CEYRAC FAIT APPEL AU RENFORCEMENT DE LA REPRESSION

Tout en parlant de droit de grève, de «liberté d'opinion politique» — à condition de respecter la propriété capitaliste — il écrit à propos d'un certain nombre de grèves dures que «ces actions constituent des délits de droit commun relevant de la Correctionnelle». En somme les prolétaires seraient des bandits ! Voilà bien les bourgeois qui tremblent de peur, leur ignoble système est menacé ; les lois, les flics... ne suffisent plus à les protéger, en témoigne cette déclaration de Ceyrac : «Les textes sont théoriquement suffisants pour assurer une riposte des entreprises face à cette montée continue de la violence. Mais les moyens pratiques qui en permettent l'application révèlent des carences parfois dramatiques, jusqu'à parfois rendre impossible la protection élémentaire des personnes et des biens.»

«Le recours à la violence devient vraiment inquiétant par son caractère systématique» ajoute-t-il. Et il cite un certain nombre d'usines où la lutte était loin d'être axée sur les parloires de salon autour d'un tapis vert (terrain préféré des patrons et des bonzes PCF - CGT - CFDT - FO, etc.) : Câbles de Lyon, Chausson, Soretex, Saunier-Duval, Peugeot, etc. Bien sûr les patrons falsifient les faits pour essayer de faire condamner par la justice bourgeoise les éléments les plus combatifs, mais aussi pour justifier l'accentuation de la répression. Ce dont Ceyrac se plaint c'est d'un manque de réaction des autorités responsables. Il demande qu'il y ait une «réaction vigoureuse» de la part des dits responsables.

Pour la classe ouvrière et tous ceux qui sont exploités

Des métallos occupent leur usine

à Aubervilliers...

Les 120 travailleurs de l'usine Aubry, rue de la Goutte d'or à Aubervilliers sont en grève avec occupation depuis le 13 septembre.

Dans cette usine, les ouvriers, dont un grand nombre sont des immigrés, produisent de pièces en aluminium et en magnésium pour Renault, Simca et la SNIAS.

Les travailleurs, au retour des congés, ont trouvé que la situation était favorable à une action pour réclamer de meilleures conditions de travail et d'hygiène car la fabrication est dangereuse : pas de sécurité sur les machines, pas de ventilation dans les ateliers, 6 douches pour 120 travailleurs. En outre, ils réclament une augmentation de salaire : 10 F de l'heure,

le 13e mois, une paire de bleus.

Une délégation des professeurs grévistes du SGEN-CFDT du lycée d'Aubervilliers est allée apporter une motion de soutien et s'est enquis auprès des travailleurs de leurs besoins immédiats et du soutien qu'ils désiraient.

à la courneuve

ALMECA, rue du général Schramm, La Courneuve : le 78 travailleurs sont en grève avec occupation contre les licenciements et la fermeture de l'entreprise depuis le 16 juin. ALMECA fabrique des machines pour la SNIAS, et Turbomeca.

Correspondant HR.

Secheresse

COMMUNIQUE DE «PAYSANS-TRAVAILLEURS».

A QUAND NOS REVENDICATIONS ?

Le plan Barre anti-inflation, en d'autres termes, antitruvailleur, s'est déguisé en premier temps en solidarité sécheresse. C'était là une volonté de diviser paysans, ouvriers et travailleurs en général, en masquant les vraies causes et les responsables de l'inflation, de la baisse du pouvoir d'achat que tous nous subissons.

QUE PENSER D'UN TEL PLAN ?

1) 6 milliards, c'est insuffisant : pour exemple, les 700 000 producteurs de lait (sans distinguer gros et petits).

A raison d'un besoin minimum de 15 000 F comme nous l'avions défini, nous avons déjà un chiffre de 10,5 milliards.

Sans parler des autres productions comme la viande et certaines productions spécialisées, etc.

2) Mauvaise répartition d'une aide sélective :

— que penser du plafond de 30 UGB ? 10 UGB valent 3 800 F maximum ; 30 UGB valent 11 400 F maximum, plus bien sûr les reports ou prises en charge d'intérêts, les prêts à taux bonifiés, etc.

Encore une fois, ce sont ceux qui en ont le plus besoin qui sont pénalisés. C'est la même politique qui continue et profite de la sécheresse pour éliminer ceux qui ne sont pas assez rentables de son point de vue. Par contre, elle aide à survivre ceux qui se maintiennent par la modernisation, car c'est rentable de les exploiter.

— que penser du plafond par le revenu cadastral ? Il est variable d'une petite région à une autre et ne peut tenir compte des besoins réels.

Pour notre part, notre revendication est une aide directe totale de 15 000 F par famille (écartant ceux qui dépassent le cumul) et répartie par des commissions communales élues par les paysans (avec exclusion des cumulards).

3) Un autre exemple de sélectivité, ce sont les prises en charge des intérêts des prêts «jeunes agriculteurs» et «élevage» qui ne bénéficient qu'à un nombre réduit et sélectionné de paysans. Nous avons demandé pour notre part le report d'un an des annuités pour tous ceux qui en avaient besoin avec prise en charge des intérêts.

Quant aux prêts sécheresse, ils ne présentent pas une solution. Ce sont des prêts qui ne servent qu'à en couvrir d'autres, à maintenir le taux d'endettement, et surtout, à gonfler le chiffre d'affaire du Crédit agricole.

4) Par ailleurs, une série d'autres mesures contribuent à aggraver la baisse du revenu paysan :

— par l'augmentation des coûts de production : hausse de l'essence, du gaz, du fuel, etc.

— par le blocage de tous les prix donc ceux à la production. Cette mesure ne tient pas compte des augmentations que les paysans ont dû subir par les hausses spéculatives des aliments du bétail, etc.

C'est une mesure qui est du même ordre que le blocage des salaires, car qui croit que les prix vont cesser d'augmenter pour les travailleurs ?

QUI DOIT PAYER LA NOTE DE LA SECHERESSE ?

Le communiqué de Paysans-travailleurs indique notamment :

(...) Il n'y a pas besoin de piocher dans les poches des travailleurs. D'autres peuvent payer ! Comme source possible de financement nous pouvons citer :

— les spéculateurs de la sécheresse (marchands de bestiaux, gros péraliers avec l'opération paille, les firmes débitrices de tourteaux de soja, etc)

— les entreprises productrices de boissons qui ont augmenté leurs ventes de 18 % au moins

— un impôt de 0,5 % sur le capital aurait permis de dégager une somme de 5,4 milliards de francs (...)

Le communiqué conclut ainsi : pour notre part, nous constatons que le plan Barre ne tient aucunement compte des travailleurs de l'agriculture, en particulier des ouvriers agricoles. Nous soutenons donc en tant que Paysans-travailleurs toute revendication que ces travailleurs formuleront. Nous dénonçons cette manœuvre qui vient faire du plan sécheresse et anti-inflation un plan de division entre les travailleurs paysans et ouvriers. Nous faisons appel à la solidarité entre travailleurs pour se mobiliser et faire échec au plan d'austérité Barre.

Association nationale des Paysans-travailleurs



la France des luttes

Après avoir occupé pendant 12 jours de grands axes routiers de la région de Chambéry

LES TRAVAILLEURS DE L'AREA POURSUIVENT LA GREVE

C'est parce que des menaces de licenciement planent sur 950 d'entre eux, et parce que les avantages qu'ils ont acquis depuis 4 ans sont remis en question par la direction, que les travailleurs employés par la société des autoroutes Rhône-Alpes, AREA, se bagarrent depuis plus d'un mois.

Dès le 24 août, les travailleurs exigeaient du ministère de l'Équipement qu'il leur accorde un entretien et que leur soient données des assurances en matière de maintien de l'emploi et de respect des avantages. Ne recevant jamais la moindre réponse, plusieurs centaines d'entre eux organisaient le 7 septembre en début d'après-midi une manifestation à la sortie de Chambéry. Des scrappers, des chargeuses, des niveleuses ainsi que des camions de fort tonnage étaient mis en travers des chaussées à hauteur du carrefour de Villarcher de manière à ce que les routes qui mènent à Lyon ou Bourg-en-Bresse par le tunnel du Chat, et à Aix-les-Bains ou Annecy par le lac du Bourget, soient coupées à la circulation.

Le lendemain, après avoir «campé» une première nuit sur place, les travailleurs déchargeaient un tas de terre devant le passage à niveau menant au petit village de Voglans, situé à un kilomètre environ de Villarcher. Sur ce tas de terre, une banderole portant ces simples mots : «AREA en grève».

Toute la semaine qui suivit, les travailleurs poursuivaient l'occupation du carrefour laissant sur place la trentaine d'engins de terrassement qu'ils y avaient amenés. Pour faire connaître les raisons de leur lutte et susciter la solidarité de la population, les travailleurs distribuaient de nombreux tracts

dans la ville. Ils les faisaient également parvenir à toutes les entreprises du bassin chambérien. Cet effort de popularisation devait s'avérer payant puisque toute la semaine des délégations d'ouvriers travaillant dans les usines de la région allaient se succéder pour témoigner de leur soutien aux grévistes.

Le 17 septembre dans la soirée, le barrage du carrefour de Villarcher était déplacé et installé à l'entrée de

jours l'un et l'autre à envoyer des représentants sur place pour fournir aux travailleurs les assurances qu'ils exigeaient, la bourgeoisie commençait à multiplier les pressions pour que soit mis un terme à la lutte des travailleurs.

C'est ainsi par exemple qu'était créé «un comité de défense et de protestation contre l'entrave apportée à l'exercice normal des activités économiques et autres dans le secteur... de

une motion dans laquelle ils se déclaraient «décidés à ne pas tolérer plus longtemps cette voie de fait caractérisée» (l'occupation du carrefour de Villarcher).

Le préfet de Savoie révélait pour sa part, à titre «d'assurances concrètes... sur le problème de la garantie de l'emploi» le contenu d'une lettre de l'AREA qui disait notamment :

«Le maintien de l'emploi qui reste la préoccupation essentielle d'AREA ne subira en tout état de cause de modifications durant la période d'attente de 2 à 3 mois, pendant laquelle peuvent encore durer les discus-

— émanant de l'ex-ministre de l'Équipement, Robert Galley, des responsables de la société autoroutière, de certains hauts-fonctionnaires, ainsi que de conseillers juridiques et fiscaux de l'AREA. Tous ces documents étaient à un titre ou à un autre compromettants pour la direction de l'AREA (voir notre encadré). Interrogée à ce propos par des journalistes, la direction de l'AREA devait se borner à annoncer par la voix de Georges Chaix que... les documents remis à la presse ayant été «volés par effraction» au siège de St-Priest, elle venait de porter plainte auprès des autorités...

L'intervention des flics et de l'armée

Tout cela préparait clairement le recours de la bourgeoisie à la violence contre les grévistes. Et de fait, sans attendre la décision du juge des référés que la direction de l'AREA avait saisi et devant lequel devait comparaître le 22 septembre 14 travailleurs, une compagnie de CRS venus de Lyon intervenait en force le dimanche 19 à l'aube pour chasser les travailleurs et remettre le matériel à la société autoroutière. Les flics donnaient libre cours à leur brutalité. Un photographe de presse devait

d'ailleurs en faire l'expérience à ses dépens.

C'est le personnel militaire du Génie qui allait commander le transfert des engins. Cette intervention, organisée par le préfet de la Savoie, était dirigée sur place par un dénommé Bellot, directeur départemental des services de police. La bourgeoisie n'avait pas lésiné sur les moyens pour faire céder les travailleurs.

Deux jours plus tard, le 21, les ouvriers se réunissaient en assemblée générale sur un chantier de l'AREA à Grésy-sur-Aix. Après avoir fait le point de la situation et réaffirmé fermement leurs objectifs — non à tout licenciement et maintien des avantages acquis — les travailleurs devaient exiger qu'une commission d'enquête soit créée pour faire la lumière sur les tractations financières de l'AREA et la convention passée entre la direction de cette société et les actionnaires.

Mais surtout les travailleurs affirmaient avec force leur volonté de poursuivre la lutte jusqu'à la victoire. C'est ainsi que depuis lors plusieurs centaines de travailleurs employés par l'AREA continuent la grève dont l'organisation a été confiée à une assemblée générale qui se réunit régulièrement à Romagneux, dans l'usine de préfabrication située près de l'autoroute Lyon-Chambéry.



Les grévistes de l'AREA ont bloqué la circulation sur de grands axes routiers de la région de Chambéry pendant 12 jours. Sur notre photo : les flics viennent de déloger les travailleurs.

l'autoroute Lyon-Chambéry et sur une des doubles voies de la VRU qui permet l'entrée de la capitale savoyarde en venant d'Aix-les-Bains et du tunnel du Chat.

Tandis que le ministère de l'Équipement et la direction des autoroutes alpines (AREA) se refusaient tou-

Chambéry à Aix-les-Bains» («Le Dauphiné libéré» du 16 septembre). Ce comité, dans lequel la bourgeoisie avait réussi à regrouper quelques marchands de meubles, quelques hôteliers et pompistes, était reçu le 14 septembre par le préfet de Savoie à qui il remettait

sions avec l'administration pour aboutir aux solutions sur l'avenir de la concession donnée à AREA.»

En guise d'assurances concrètes, elle se limitait à dire que les travailleurs ne seraient pas licenciés avant 2 ou 3 mois ! Et c'est avec cela que le préfet espérait faire reprendre le travail aux ouvriers !

Au rang des intimidations et des pressions pour faire cesser la lutte : la décision également de plusieurs conseils municipaux de la région chambérienne de s'élever contre «la gêne apportée à leurs administrés par le barrage de Villarcher» et de remettre leur démission «si des mesures ne sont pas prises sous 48 heures pour faire lever le barrage» («Le Dauphiné libéré» du 18 septembre).

Enfin, le 17 septembre, les travailleurs soutenus par leurs sections syndicales CGT CFDT avaient organisé sur les lieux de l'occupation une conférence de presse au cours de laquelle devaient être fournies photocopies d'une quinzaine de documents — dont certains frappés du sceau «confidentiel»

Créteil

Les travailleurs de Reboul-Sofra occupent leur usine

Reboul-sofra est une filiale d'un groupe international : «Kopelmann». L'usine emploie 200 ouvriers, dont une majorité de femmes, et produit des valves à aérosols (l'Oréal en est le principal client).

A la création de l'usine, une personne travaillant sur une machine produisant 20 000 pièces. Aujourd'hui, une seule personne travaille sur 3 machines qui produisent chacune 45 000 pièces. En 1975, 90 personnes — soit près de 30 % du personnel — ont été licenciées, mais la production n'a pas baissé.

Depuis 15 jours, la grande majorité des ouvriers de Reboul-sofra est en grève pour : 300 F pour tous, 5e semaine de congés payés sans conditions, et l'amélioration des conditions de travail.

Le patron de Reboul-sofra est d'un cynisme sans borne. A un gréviste qui justi-

fiait la revendication en montrant les difficultés à donner de la viande à ses trois enfants, le patron rétorque : «Vous n'avez qu'à couper votre beefsteak en 4». A la lutte des grévistes, il n'a donné qu'une seule réponse : dans la nuit du 24 au 25 septembre, il a fait venir des camions pour déménager les machines dans une autre filiale, et ainsi briser

Mais les ouvriers ne se sont pas laissés faire. Ils ont aussitôt réagi et empêché les camions de faire leur sale boulot. Face à cette agression, les travailleurs sont déterminés à lutter pour la satisfaction de leurs revendications, et occupent jour et nuit. Tout le monde, syndiqués et non-syndiqués, participe au piquet de grève.

Correspondant HR Créteil
(rédigé après discussion avec les ouvriers en lutte)

Fraude à grande échelle

Parmi les documents rendus publics le 17 septembre par les travailleurs de l'AREA, certains révélaient que dès l'origine la société, en vertu d'une convention passée avec les entreprises actionnaires, leur avait versé 14 % du montant total des travaux réalisés, augmentés de 1 % aux banques sur le montant total des emprunts.

«Cette pratique, précisaient les travailleurs, aurait permis aux actionnaires de recevoir 100 millions de francs sur un emprunt de 400 millions de francs et ce, pour l'année 1974».

Dans une note confidentielle en date du 20 janvier 1976, un haut-fonctionnaire qualifiait cette marge de 14 % «d'abusives».

Au cours d'une réunion de travail le 22 avril 1976, M. Roger Galley, ministre de l'Équipement, avait fait savoir que «la rémunération des entreprises au taux de 14 % avait été jugée exagérée par le ministre des Finances et la cour des comptes».

Enfin, dans une lettre adressée par M. Michel Villard à M. Georges Chaix, l'un des dirigeants de l'AREA, il est notamment précisé : «Les assemblées générales qui, sur les rapports des commissaires aux comptes, ont approuvé le bilan, ne seraient pas un obstacle à ce que ce versement soit considéré comme un délit d'abus de biens sociaux, les articles L. 345 et les suivants, de la loi du 24 juillet 1966, interdisant les clauses d'intérêt fixe et les dividendes fictifs».

Que nos lecteurs se rassurent tout de suite, l'AREA n'a jamais eu semblables démêlés avec la justice bourgeoise... et pour cause. Mais il fallait quand même que la fraude dépasse les bornes (habituelles) pour que les plus grosses huiles du capital trouvent ainsi nécessaire de mettre en garde la direction de la société autoroutière contre de possibles déboires !



LE PROJET SUPER PHENIX EN QUESTION

Vendredi dernier le conseil général de l'Isère a voté une motion demandant de surseoir à la construction du surrégénérateur Super-Phénix d'une puissance de 1 300 mégawatts que le gouvernement a prévu d'implanter à Creys-Malville.

Cette décision a été prise à la suite d'un long débat contradictoire auquel ont participé aux côtés de nombreux chercheurs et savants le délégué aux applications industrielles du CEA M. Vendrys et le directeur de la région d'équipement Alpes-Lyon EDF également directeur technique de la société maître d'œuvre du projet, la NERSA.

Une telle décision témoigne, après les prises de position récentes en Suède et Grande-Bretagne, des problèmes que suscite l'implantation de centrales nucléaires et de surrégénérateurs dans la population mais aussi dans les milieux bourgeois voire dirigeants. Ainsi en Grande-Bretagne, il y a une semaine à peine le projet de centrale surrégénératrice

de taille industrielle était-il connu que la commission royale sur la pollution demandait de reporter de cinquante ans les constructions de ce type. Quant à la Suède les attaques portées par le parti du centre contre la politique nucléaire du gouvernement social-démocrate n'ont pas été pour rien dans la défaite de ce dernier.

En France les partis politiques bourgeois sont divisés, les considérations électorales entrant en contradiction avec la poursuite de la politique capitaliste en matière d'énergie. Ainsi au conseil général de l'Isère les socialistes et radicaux de gauche se sont prononcés pour le report du projet, les conseillers révisionnistes s'abstenant au cours du vote mais se prononçant contre le report «pour garder l'avance technologique de la France».

Nous allons nous efforcer, notamment à partir d'articles qui nous ont été envoyés par des lecteurs de la région, d'y voir clair sur la position qu'il est juste d'adopter sur la question.

EN QUOI CONSISTE LE PROJET SUPER-PHENIX

C'est une centrale nucléaire de 1 300 mégawatts utilisant comme combustible l'oxyde d'uranium et l'oxyde de plutonium et comme fluide caloporteur le sodium. Elle appartient à la catégorie des surrégénérateurs, ainsi appelés parce qu'ils produisent sous forme de plutonium plus de matières fissiles qu'ils n'en consomment et peuvent fonctionner à partir de ce combustible auto-produit, ce qui leur permet de consommer moins d'uranium naturel que les autres centrales. Le sodium est utilisé comme échangeur de chaleur, et la chaleur produite par la réaction nucléaire est ainsi utilisée pour produire de la vapeur qui actionnera des turbines productrices d'électricité.

Cela fait plusieurs années que la France a entrepris des études dans ce domaine en construisant d'abord Rhapsodie, un prototype de 40 MW, puis Phénix, un réacteur de 250 MW qui fonctionne à Marcoule et est branché depuis deux ans sur le réseau EDF.

Le maître d'œuvre est la NERSA, société européenne où l'EDF a 51 % des parts, l'Enel italien 31 % et la RWE allemande 16 %. Ce groupement envisage la construction en Allemagne d'un surrégénérateur équivalent. Quant à la société chargée de la construction c'est Novatom qui associe Creusot-Loire, le CEA et bientôt Alstom. Comme on voit les plus beaux fleurons du capitalisme monopoliste français, «public» et «privé» se sont rassemblés pour la mise en œuvre de ce projet, le plus important au monde. Les capitalistes français sont bien placés dans la course au surrégénérateur. Actuellement outre Phénix dont la puissance est de 250 MW il n'existe au monde que deux autres centrales en fonctionnement d'une puissance analogue, dont une à Chevtchenko en URSS et une autre à Dounreay en Ecosse. Tandis que la France se lance dans la construction d'un surrégénérateur 5 fois plus puissant, l'URSS qui a en chantier un prototype de 600 MW projette d'en construire un autre de 1 000 MW. Quant aux USA ils n'ont pas encore commencé la cons-

truction d'un prototype de 300 MW.

DANGERS QUE REPRESENTENT LES SURRÉGÉNÉRATEURS

Ils peuvent, à la différence de tous les autres réacteurs nucléaires, être le siège d'une variété d'explosion atomique appelée «excursion nucléaire». Cette explosion sans commune mesure avec celle de la bombe d'Hiroshima, par exemple, n'aurait pas d'effets du type incendiaire ou par onde de choc mais pourrait être tout aussi redoutable en libérant l'énorme quantité de produits radioactifs contenue dans le cœur du réacteur : quatre tonnes et demie de plutonium, cinq à dix fois plus qu'un réacteur ordinaire de même puissance. Cela représente plusieurs milliards de fois la dose individuelle maximale admissible dans le corps humain alors que le plutonium reste actif des dizaines de milliers d'années.

Par ailleurs la quantité de sodium nécessaire pour refroidir le cœur s'élève à 5 000 tonnes, alors que par exemple ce corps s'enflamme spontanément à l'air en dégageant des fumées très toxiques et qu'on ne sait pas éteindre un feu de plus de 1 tonne de sodium. Or des accidents sont possibles. En 74 le surrégénérateur de Chevtchenko en URSS a connu un feu de sodium qui l'a détruit partiellement dans ses parties non nucléaires.

A cela les responsables répondent comme ils l'ont fait au cours des débats qui ont eu lieu à la séance du conseil général de Grenoble que toutes les précautions ont été prises, que les principes de sécurité en vigueur sur les centrales nucléaires classiques ont été adaptés au surrégénérateur, que de nombreuses dispositions de sécurité et de surveillance sont prévues. Ainsi il existe quatre barrières indépendantes entre le combustible et l'extérieur faites de manière à résister aux séismes, incendies, chutes d'avions, etc. Le sodium est placé sous double enveloppe avec interposition d'atmosphère neutre et les conséquences d'une réaction éventuelle avec l'eau sont limitées par un système très sensible de détection de fuite, une évacuation rapide des produits de la réaction, soude et hydrogène.

(Suite demain).

Courrier des lecteurs



QUAND ON ROGNE SUR LES DEPENSES DE SANTE

Un instituteur lecteur du journal nous écrit : «Une récente circulaire du «médecin inspecteur de la santé scolaire» accompagnée d'une lettre adressée aux préfets du ministre de la Santé vient de passer dans ma classe. Nous apprenons dans cette circulaire et dans la lettre l'accompagnant, qu'en raison de la diminution importante de la tuberculose grâce à la vaccination en particulier, le dépistage radiologique systématique est supprimé pour tous les enfants (à de rares exceptions près) ainsi que pour le personnel. S'il est vrai que la tuberculose a diminué dans notre pays, doit-on pour cela en supprimer le dépistage ? L'argent économisé vaudrait-il servir au dépistage de maladies répandues comme le cancer par exemple ? Ou bien veut-on faire quelques économies sur le dos de la santé du peuple ?».

Notre lecteur a tout à fait raison de poser ces questions. La tuberculose était il y a quelques dizaines d'années, avant qu'on ne découvre les antibiotiques spécifiques, un véritable fléau, une cause de mortalité non négligeable notamment dans la classe ouvrière et parmi les couches les plus pauvres

de la population étant donné l'incidence très nette des conditions de vie et de travail, et des possibilités d'hygiène. Elle a régressé notamment du fait de la vaccination BCG obligatoire et du dépistage radiologique systématique. Cependant la France reste l'un des pays européens les plus touchés par la tuberculose ce qui démontre bien l'insuffisance de notre système de santé. Or il faut savoir que cette maladie peut être encore très grave et même mortelle notamment chez les travailleurs immigrés, qui ne se sont pas trouvés dans leurs pays au contact d'une flore microbienne semblable à la notre et ont donc développé des moyens de défense moins adaptés, ainsi que chez les jeunes enfants. Il reste donc important, surtout qu'on en a les moyens, de lutter contre la tuberculose. Cette circulaire est un élément de plus dans les atteintes multiples et sans doute profondes au droit à la santé que voudrait nous imposer la bourgeoisie. Il est important de l'expliquer aux autres travailleurs et aux parents d'élèves, et de leur montrer la nécessité des luttes contre cette offensive de la bourgeoisie.

Quatorze soldats sont morts au cours des manoeuvres navales de l'Otan

Douze marins britanniques sont morts le 20 septembre dans le naufrage, au large des côtes des Pays-Bas, du dragueur de mines «Fittleton» à la suite de sa collision avec une frégate anglaise au cours des grandes manoeuvres de l'OTAN «Teamwork 76». Deux pilotes aux commandes de chasseurs «Jaguar» de la Royal Air-Force étaient déjà tués en s'écrasant l'un en RFA et l'autre au large des îles danoises.

Neuf autres personnes ont été blessées au cours de deux accidents survenus

le 14. Un chasseur américain est tombé d'un porte-avions dont 3 marins ont été blessés et le même jour un destroyer américain est entré en collision avec ce porte-avions blessant six membres de l'équipage. L'Etat-Major estime que «la valeur totale du matériel perdu ou endommagé au cours de ces accidents dépasse 25 millions de dollars». Voilà une façon de raisonner typique de l'armée bourgeoise qui ne s'inquiète guère des conditions de vie et de sécurité des soldats et placent les facteurs matériels plus haut que le facteur humain !

La foire internationale de Marseille

DU 24 SEPTEMBRE AU 4 OCTOBRE
VISITEZ LE STAND DES
EDITIONS DU CENTENAIRE

— Exposition de livres, affiches, peintures sur soie, etc.
— Editions du Centenaire, Editions de Pékin, Editions de Tirana

HALL 2 — STAND No 8246

UNE NOUVELLE AFFICHE EST PARUE



- Indemnisation immédiate des petits-paysans leur assurant le minimum vital !
- Non aux licenciements d'ouvriers agricoles !
- Non à toute indemnisation des gros paysans, des spéculateurs et des profiteurs de la sécheresse !

SOLIDARITE OUVRIERS-PETITS PAYSANS CONTRE LA BOURGEOISIE CAPITALISTE

- Dénonçons les fausses solutions du programme commun
- Dénonçons le faux parti communiste défenseur des gros paysans et des trusts agro-alimentaires
- Il faut faire payer la sécheresse aux capitalistes des banques, de l'industrie, du commerce et de l'agriculture

L'Humanité Rouge La Faucille
QUODIEN DES COMMUNISTES JOURNAL PAYSAN DES COMMUNISTES
MARXISTES LENINISTES DE FRANCE MARXISTES LENINISTES DE FRANCE

PASSEZ VOS COMMANDES
A L'HUMANITÉ ROUGE — ADMINISTRATION
BP 61 — 75861 PARIS CEDEX 18



culturel

Un début à tout

Une nouvelle de Dominique Pagelle

Michel replongea dans ses réflexions désagréables. Depuis que sa femme travaillait elle n'était plus la même ; cette voix le lui rappelait durement. Elle qui ne se plaignait jamais commençait à se plaindre de tout, à râler pour un oui ou un non : la vie trop chère, les enfants insupportables, la fatigue de l'usine. Elle ne parlait que de ça quand ils se revoyaient.

Malgré sa fatigue il eut envie de ne pas rentrer tout de suite, de passer par un café. Mais ses pensées l'absorbaient tant qu'il fut tout près de chez lui avant d'avoir décidé le contraire. Il monta les escaliers en cherchant ses clefs dans sa poche.

- II -

Comme il ôta sa veste Jacqueline sortit de la cuisine, les mains humides, et lui demanda d'un ton las, à peine interrogateur, « alors... ». Il secoua la tête et sans même la regarder s'assit devant la télé... Les enfants vinrent vers lui.

« T'as trouvé du travail ? »

La réponse, doctorale et rassurante, les mit de bonne humeur, même la petite, pour qui « travail » signifiait seulement séparation.

Le début du repas fut d'un silence mortel. Rien que la petite qui soufflait de tous ses poumons dans sa soupe. Jacqueline avait les yeux rouges. Michel se dit « elle a épluché des oignons ou elle a pleuré ». Il s'était passé quelque chose et il avait peur de demander quoi. Elle lâcha tout d'un coup :

« L'usine est en grève ».

« Et alors ? » rétorqua Michel sans réfléchir et soudain affolé. Les enfants piquèrent du nez dans leurs assiettes.

Jacqueline s'efforça d'avoir une voix calme.

« On a tous voté. On veut 40 heures par semaine et un franc de plus à l'heure. »

« Tu crois peut-être qu'on a trop d'argent ? »

Sa voix devint dure. « Je te rappelle que je suis au chômage et qu'il y a les enfants ».

Le plus grand commençait à pleurer doucement et la petite, réduite de moitié sur sa chaise, fixait des yeux écarquillés sur sa mère.

« Il y en a beaucoup comme ça à l'usine » répondit Jacqueline presque à voix basse. « Je ne peux pas les laisser tomber. »

(A suivre)

Pourquoi y a-t-il des tremblements de terre?

Cet été a été marqué par de nombreux tremblements de terre et l'éruption prévue de la Soufrière en Guadeloupe. La presse et les moyens d'informations de la bourgeoisie présentent ces

cataclysmes comme le fruit du hasard et de la fatalité.

Les progrès de la science rendent pourtant ce point de vue des plus faux.

SEISMES ET VOLCANS

On sait depuis longtemps déjà que le globe terrestre est constitué d'une masse énorme de matière en fusion entourée d'une mince couche de matière solidifiée sur laquelle nous vivons. Mais on croyait que cette croûte terrestre (appelée lithosphé-

re) était pratiquement immobile et morte. Or ces dernières années, on a découvert que la lithosphère est « vivante » et étroitement liée aux mouvements incessants de la masse en fusion qui constitue l'intérieur de la terre.

constitue la « terre » sur laquelle nous vivons : les continents. Eux, ne se prêtent pas à ce mouvement, surnagent et viennent heurter les autres plaques en ayant à s'y ajuster sous des pressions considérables. C'est de ces chocs que proviennent les tremblements de terre. Ainsi les terribles séismes qui viennent de toucher la Chine sont les contrecoups des pressions résultant de la rencontre du continent indien et du con-

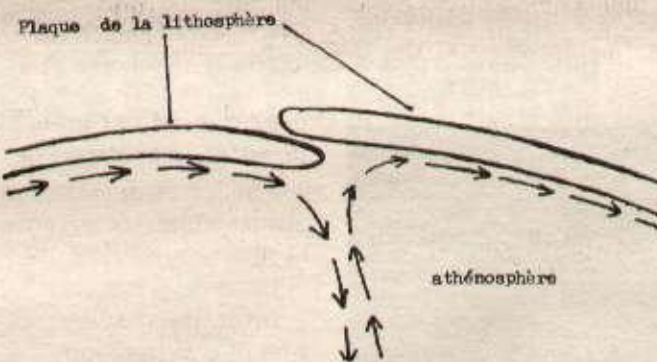
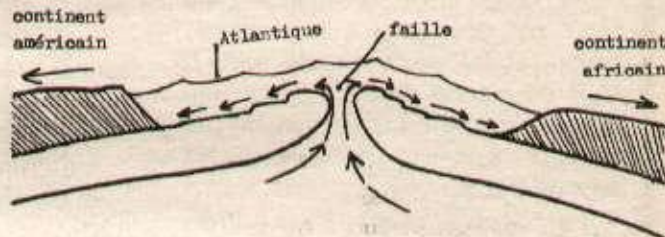
techniques les plus avancées sont liées à la mobilisation des masses. Ainsi près de 100 000 sismologues amateurs (ouvriers, paysans, soldats, étudiants, etc.) sont chargés de repérer tous les petits symptômes pouvant indiquer un séisme proche. L'association des deux techniques permet de prévoir et de prendre les mesures nécessaires (évacuation de la population, etc.) qui s'imposent. Par contre, dans les pays impérialistes, de nom-

LA DÉRIVE DES CONTINENTS

Si vous observez la carte du monde, vous vous apercevrez que, en gros, les continents forment un puzzle dont les pièces se seraient écartées les unes des autres. En 1910, Wegener a établi pour la première fois qu'à l'origine tous les autres continents formaient une seule masse qui s'est progressivement séparée et dont les parties se sont mises à « dériver ». Les correspondances géologiques (1), paléontologiques (2) et pa-

pousse les continents, les écarte les uns des autres.

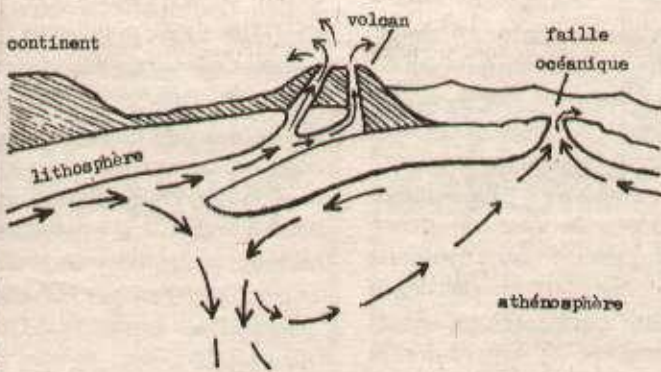
On sait donc que de la matière « nouvelle » apparaît constamment à la surface de la terre. Mais on sait aussi que la lithosphère, dans les derniers millions d'années n'a pas sensiblement augmenté de volume. Que devient donc la « vieille terre » ? Ces vingt dernières années, la géologie (1) a réussi à en expliquer les grands principes. L'ensem-



les climatiques (3) entre les continents le prouvent.

Mais quel est le moteur de ce mouvement ? Dans l'Atlantique et dans le Pacifique, il y a deux grandes failles dirigées du Nord au Sud et par ces failles s'échappe régulièrement de la matière « nouvelle » provenant de l'intérieur de la terre. Cette matière, petit à petit, en s'accumulant

ble de la lithosphère est constitué de six grandes plaques indépendantes les unes des autres et de quelques petites plaques. D'autre part, la couche inférieure, visqueuse et en fusion (l'athénosphère) est animée de perpétuels mouvements tournants. Ces couches en fusion agissent comme un tapis roulant et entraînent avec elles ces plaques de la lithosphère.



LA TERRE EST VIVANTE

Ainsi, ce « tapis roulant » entraîne les plaques les unes contre les autres et quand une plaque en rencontre une autre, elle plonge en dessous et rejoint les profondeurs

en fusion. Mais ces plaques, faites d'un matériel très lourd, supportent un matériel plus léger et de composition chimique différente et qui

continent asiatique alors qu'en dessous, les plaques qui les supportent passent l'une sous l'autre.

D'autre part, les zones où une plaque passe sous une autre constituent des points faibles de l'écorce terrestre où les masses en fusion de l'intérieur du globe peuvent se frayer un chemin et parvenir à la surface, donnant lieu ainsi à des volcans.

Les progrès des sciences ont donc permis d'expliquer de façon satisfaisante les tremblements de terre et le volcanisme. On a dressé des cartes assez précises permettant de déterminer des zones dangereuses.

Mais les hommes sont-ils désarmés devant des phénomènes d'une ampleur aussi colossale ? En réalité, ils le seront aussi longtemps que les progrès de la science ne seront pas mis au service d'une politique ayant pour objectif le bien-être des peuples et non les profits impérialistes.

En Chine populaire, les

breuses zones « critiques » sont littéralement couvertes d'immeubles lourds et hauts extrêmement dangereux (comme à Los Angeles ou San Francisco, aux USA). Les risques sont soigneusement camouflés à la population. Dans une remarquable interview du Quotidien du peuple (du PCR ml), Haroun Tazieff a, par exemple, révélé l'incurie et l'imprévoyance criminelle des autorités impérialistes française en Guadeloupe autour du volcan de la Soufrière. Les populations du Frioul en Italie ont été laissées sur place après un grave séisme alors qu'il est possible qu'une nouvelle secousse se produise. Profits obligent !

(1) Géologie : partie de la science qui étudie la formation des roches et des terrains, leur composition, leurs mouvements.

(2) Paléontologie : étude des formes de vie animale aujourd'hui disparues.

(3) Paléoclimatologie : étude des différents climats qui se sont succédés sur la terre au cours de son évolution.



Pour la correspondance

avec le journal

téléphonez au : 607-23-75

TARIFS D'ABONNEMENTS			
Pli ouvert		Pli fermé	
1 mois	32 F		70 F
3 mois	95 F		210 F
6 mois	190 F		400 F
Soutien	300 F		500 F

C.C.P. : L'HUMANITÉ ROUGE
No 30226672 - La Source

L'ESPAGNE QUI CHANGE (1)

L'Espagne connaît une crise économique grave qui s'approfondit au fil des semaines.

QUELQUES DONNÉES SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE EN ESPAGNE

Dans le *domaine industriel*, la tendance de la production est à la baisse notamment dans la mécanique de précision, le charbon, les meubles et la construction navale. Les carnets de commandes baissent et on assiste à une augmentation des stocks. Ce processus affecte aussi les biens de consommations ce qui est à mettre en rapport avec la hausse du coût de la vie et la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs.

Selon les prévisions statistiques, le *taux d'inflation* atteindra cette année plus de 20 %, en réalité autour de 30 %.

La *balance du commerce extérieur* est déficitaire : les importations totales au mois de juin 76 sont en hausse de 23,3 % par rapport au même mois de l'année précédente. Les exportations fléchissent de 9,5 %.

Le *chômage* connaît un accroissement très fort, notamment dans la construction, et selon des chiffres officiels il atteint 461 968 chômeurs, ce qui donne à penser que, en réalité le nombre des chômeurs doit tourner autour du million (800 000).

Les activités touristiques et les secteurs qui en dépendent ont connu cette année une baisse sensible.

Cette crise touche aussi l'agriculture. Dans la province d'Aragon les paysans ont été obligés de laisser pourrir la récolte d'abricots sur les arbres, la poire se vend au même prix qu'il y a 5 ans ! Plus de 50 000 kilos de tomates ont été détruits. Le prix à la production des poivrons a connu une dégringolade.

Cette situation laisse prévoir des affrontements sérieux entre les cultivateurs d'une part, et d'autre part les grossistes, les trusts agro-alimentaires et le pouvoir.

Selon des chiffres officiels le prix des fruits a enregistré une chute de 23 % par rapport à l'année passée.

Les paysans luttent aussi pour le blé et la patate en Castille.

Les ouvriers agricoles en Andalousie (provinces de Séville, Cadix, Cordoue, Grenade, Huelva et Malaga) sont en passe de constituer un syndicat de journaliers, pour notamment lutter contre le chômage (estimé à 15 % à Séville). Les commissions de journaliers (liées au PTE et à l'ORT, plus un grand nombre de sans-parti) vont célébrer en octobre le « Congrès syndical des ouvriers agricoles andalous ». 20 000 cartes de 25 pesètes ont été émises. Plus de 80 villes d'Andalousie ont envoyé des délégués à la réunion préparatoire d'Antequera. Ces commissions de journaliers préconisent

un *syndicat de classe, unitaire, indépendant, autonome et démocratique*. Ce syndicat va se constituer en opposition aux commissions ouvrières de la campagne patronées par les révisionnistes. La situation dans les campagnes est à la lutte, et un important mouvement de masse se lève tant dans les grands domaines (latifundias) d'Andalousie où prédomine le prolétariat agricole que dans des régions à structure agraire différente.

Dans la classe ouvrière, la tendance est aussi à la lutte du fait de la baisse du salaire réel et malgré l'interdiction des grèves.

— 150 jours de grève à Motor Iberica (Barcelone), pendant 29 jours les familles des grévistes ont occupé la paroisse de San Andrés et ont été évacuées par la police. La grève a démarré contre des sanctions données à 200 travailleurs.

— Grève du zèle des contrôleurs aériens à l'aéroport de Barcelone.

— Les entreprises Masa, Hutchinson et Vers S.A. de Madrid, comptent ensemble 400 jours de grève.

Vers avait licencié 269 ouvriers. Hutchinson 170.

Masa (Mercados y Analisis S.A.) 130.

Face à cette attitude concertée du patronat, les travailleurs des 3 entreprises ont décidé de créer une



Meeting dans les rues de Madrid.

coordination même sans l'appui des commissions ouvrières (CCOO) dirigées par les révisionnistes.

Un des membres de la coordination déclare :

« Les délégués syndicaux des 3 entreprises appartiennent en majorité aux CCOO. Cette organisation a essayé de contrôler notre grève, et même au cours des assemblées a empêché l'usage de la parole à d'autres camarades. La goutte qui fit déborder le vase de notre patience est venue au moment où arrivèrent les lettres de licenciements. Les commissions nous ont alors conseillé de reprendre le travail pour faire pression depuis l'intérieur pour la réincorporation de ceux qui restaient dans la rue. Bien sûr, nous n'avons pas accepté d'abandonner plus de 500 camarades et nous avons décidé, après plusieurs assemblées, de continuer no-



Manifestation des femmes des travailleurs de Motor Iberica en lutte.

tre lutte jusqu'à la réintégration de tous. Pour cela, nous avons été obligés de renvoyer les représentants syndicaux des commissions ouvrières et de désigner d'autres représentants communs aux 3 entreprises.»

Ceci pour montrer que les révisionnistes espagnols n'ont rien à envier à leurs compères français.

Par ailleurs les grèves en Espagne prennent vite un caractère politique du fait qu'elles sont interdites et réprimées par la police.

Les luttes ouvrières et populaires ont les objectifs suivants :

- liberté syndicale,
- droit de grève,
- droit de réunion, de manifestation et d'expression,
- lutte contre la cherté de la vie,
- lutte contre le blocage des salaires
- refus des licenciements.

Il est difficile d'y voir clair en ce qui concerne les organisations syndicales espagnoles.

1) La plus importante semble les *Commissions ouvrières* contrôlées par les révisionnistes. Aux dernières nouvelles une scission se serait produite dans les CCOO suite à l'assemblée générale de Barcelone (juillet 1976), aux pratiques antidémocratiques qui ont permis aux révisionnistes de prendre les postes de direction. Cette scission serait liée à des commissions ouvrières (dirigées par le PTE et l'ORT) qui proposent la création de nouveaux syndicats. Jusqu'à présent à Vigo (Galice) a été créé le *Syndicat ouvrier de la construction*, même chose à la SEAT de Pampelune, à Madrid au cours d'une assemblée de facteurs a été constitué un *syndicat de postiers* d'ampleur nationale.

2) Existe aussi l'USO (autogestionnaire).

3) La CNT (anarcho-syndicaliste)

4) L'UGT.

A côté de ces syndicats existent des *Plate-formes anticapitalistes* dans de nombreuses usines.

Quoi qu'il en soit, on assiste en Espagne à un formidable mouve-

ment de masse qui embrasse la classe ouvrière, la paysannerie, les villages qui manquent d'eau, les quartiers, les étudiants, etc.

Face à cette situation économique et sociale explosive la bourgeoisie monopoliste espagnole recherche des solutions politiques propres à redresser l'économie capitaliste et à préserver sa domination de classe.

C'est ainsi que la bourgeoisie monopoliste espagnole est contrainte de laisser aux vestiaires les méthodes fascistes de gouvernement et d'engager avec les secteurs de l'opposition bourgeoise dite démocratique des pourparlers en vue de rétablir un certain nombre de libertés démocratiques, propres à « apaiser » le climat social, à obtenir la « réconciliation des classes » et à obtenir ainsi des conditions favorables à la recherche du profit maximum.

Ce calcul de la bourgeoisie espagnole a été exprimé avec beaucoup de clarté par Duran Farrell (PDG de la SA Catalana de gaz) :

« Si j'étais un leader ouvrier, je n'accepterais pas un pacte social sans pacte politique antérieur. Et ce pacte devra se faire sans écarter le Parti communiste ni les commissions ouvrières, car si ces organisations étaient exclues, le pacte social ne serait pas possible. »

Selon lui la catastrophe économique qui pointe à l'horizon rend la démocratisation urgente.

« Si j'étais Agnelli, déclare-t-il au journal Cambio-16, j'aurais accepté le compromis historique préconisé par le Parti communiste. »

C'est dans ce contexte qu'il faut apprécier le processus de démocratisation qui s'est opéré pendant l'été. La bourgeoisie espagnole pour se tirer d'affaire ne peut plus employer la dictature terroriste ouverte, le fascisme, mais a intérêt à rétablir un certain nombre de libertés pour demander de nouveaux sacrifices aux travailleurs avec de meilleures chances d'être écoutée.

(A suivre)